

Genève en bref

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Est-ce le moment d'appuyer sur le bouton d'alarme?

Les consultations sur l'agriculture n'ont pas réussi à produire l'étincelle que leur président, M. David Walker, espérait voir jaillir des membres clés pour l'aider à produire un projet de textes révisé avant avril. Il semble que les membres réunis en salle E cette semaine se regardaient en chiens de faïence, chacun attendant que l'autre cligne des yeux le premier, ont déclaré les fonctionnaires. La seule nouvelle proposition, qui a été avancée par le Mexique pour contribuer à accélérer le Cycle, n'a pas recueilli suffisamment de soutien pour alimenter les négociations.

En décembre, les fonctionnaires avaient déclaré que janvier serait un mois absolument crucial pour le Cycle et qu'il déciderait si les cibles d'avril, juillet et décembre, comme on se plaît à les appeler, sont réalisables. Pourtant, le but a lentement été repoussé du « démarrage extrêmement critique du 7 janvier » à la réunion des hauts fonctionnaires du G-11 des 24 et 25 janvier, à la mini-ministérielle de Davos, et enfin à la quinzaine de l'agriculture du 7 au 18 février. La première semaine de cette dernière s'est déroulée sans produire quoi que ce soit d'utilisable pour les présidents. Au moment d'entamer la seconde semaine, les membres se tournent vers les hauts fonctionnaires du G-11 afin qu'ils produisent le genre de matière qui permettrait enfin de sortir de l'impasse actuelle.

Quinzaine de l'agriculture

La séance ouverte de l'ensemble des membres, convoquée le 7 février par le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, pour lancer la quinzaine n'a duré qu'environ cinq minutes. La brève réunion, vide de toute substance, était le prélude de ce qui allait se dérouler au cours de la première semaine de ces dernières consultations en date sur l'agriculture.

Le président a convoqué trois réunions en salle E avec quelque 38 délégations pour examiner l'ensemble des trois piliers des pourparlers en agriculture (soutien interne, accès aux marchés et concurrence à l'exportation). Il a déclaré que cette fois-ci, il souhaitait se concentrer sur les pourparlers portant sur les problèmes des modalités, les questions « entre crochets ou autrement annotées » comme on les appelle, ainsi que sur les documents de travail portant sur les demandes respectives du Japon et du Canada pour 2 % de lignes tarifaires supplémentaires dans la catégorie des produits sensibles, qui ont été annexés au projet de textes de 2008.

Au cours des derniers mois, ces sujets se sont résumés à des pourparlers que M. Walker a tenus avec de plus petits groupes de délégués à l'extérieur de l'OMC, pour lesquels on n'a fait état que de peu, voire d'aucun progrès, tandis que l'ensemble des membres a concentré ses travaux sur l'activité plus technique consistant à rédiger des modèles et à compiler les données nécessaires pour que les membres préparent leurs nouveaux engagements.

Ceci étant dit, les pourparlers en salle E ne se sont pas déroulés comme prévu, car les membres ont campé sur leurs retranchements respectifs, réitérant leurs positions bien connues au sujet des trois piliers. Personne n'était disposé à faire le geste qui pourrait avoir fait jaillir l'étincelle nécessaire pour faire avancer les pourparlers. Au lieu de cela, les délégations semblaient attendre la prochaine réunion des hauts fonctionnaires du G-11 (Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, UE, Inde, Japon, Maurice, Afrique du Sud et États-Unis) pour mettre le processus en branle. C'est donc dans cette perspective que les fonctionnaires ont déclaré que le Brésil travaille à la création d'une nouvelle approche du panier en agriculture, qui doit être mise à l'essai par les 11 pays clés pendant la semaine du 14 février.

Entre-temps, l'Inde et la Norvège convoquent de petites réunions en marge des consultations du président. L'Inde, qui a travaillé avec l'Argentine et la Chine sur les problèmes des textes du projet de modalités qui doivent être davantage clarifiés, projette de tenir des pourparlers avec les délégués sur cette question. Dans le même ordre d'idée, la Norvège, qui coordonne le travail sur les données sur la valeur de la production, a annoncé la tenue de réunions semblables sur la façon d'utiliser les données pour plafonner le soutien interne par produit.

La proposition d'approche horizontale mexicaine

Une proposition, qui n'a pas réussi à impressionner les délégations, était celle présentée par le Mexique, d'abord lors de la mini-conférence ministérielle de Davos de janvier, par l'entremise de son secrétaire d'État à l'économie, M. Bruno Ferrari, puis de nouveau par son ambassadeur lors de la séance informelle du Comité des négociations commerciales du 2 février.

La proposition demande que l'on recoure à une solution horizontale pour régler les questions en suspens d'accès aux marchés dans les secteurs de l'agriculture, de l'AMNA, des Services et des produits environnementaux. Elle appelle les pays en développement à limiter leur participation aux négociations sectorielles à un maximum de deux groupes de produits qu'ils désigneraient eux-mêmes. Certaines de ces lignes seraient assujetties à des réductions nulles, tandis que l'on appliquerait la formule suisse au reste.

Dans ces deux catégories, les pays développés devraient en faire davantage (plus de lignes ramenées à zéro et des réductions plus radicales selon la formule suisse). Un troisième panier de produits regrouperait les lignes tarifaires des pays en développement qui seraient exemptées de toute réduction.

En outre, les pays développés seraient tenus de « consolider leurs tarifs appliqués, indépendamment du fait qu'ils soient inférieurs au taux résultant de l'application de la formule », n'auraient pas de flexibilité supplémentaire dans la catégorie des produits sensibles et ramèneraient leur niveau de soutien interne global ayant un effet de distorsion des échanges (SGEDE) à un niveau se situant entre les réductions exigées et les niveaux appliqués actuels.

Des sources ont déclaré que la proposition mexicaine a recueilli des critiques mitigées des délégations, certains pays en développement la trouvant intéressante à examiner. Cependant, on peut affirmer, sans devoir craindre de se tromper, que la proposition manque d'équilibre, ce qui l'élimine d'emblée pour les États-Unis.

« Nous apprécions cet engagement dynamique, mais notre analyse de l'approche du Mexique est qu'elle ne permettra pas d'aborder la question centrale de l'ambition (...). La question de l'ambition ne peut être résolue au moyen d'ordonnances globales ou de solutions fondées sur des formules obligatoires », a déclaré un fonctionnaire américain.

« Il n'y a tout simplement rien qui puisse remplacer que les membres de l'OMC s'asseyent autour d'une table et négocient les uns avec les autres », a ajouté le fonctionnaire.

AMNA

Après une semaine de consultations intenses, le président de l'AMNA, l'ambassadeur de Suisse M. Luzius Wasescha, a déclaré que « les choses commencent à prendre forme. La construction [de l'ensemble final] est en cours, mais l'édifice n'est pas encore bâti ». Pourtant, on n'a signalé que peu de progrès après la dernière semaine de pourparlers. Il s'agissait de la première fois, ont déclaré les fonctionnaires, que le groupe a examiné les questions tarifaires, mais non la question cruciale des secteurs, qui a été laissée de côté pour une étape ultérieure des consultations.

Entre-temps, tout comme en agriculture, les pays ont réitéré leurs positions lors des pourparlers en salle D. L'Argentine, l'Afrique du Sud et le Venezuela ont répété leur opposition à « la formule et aux flexibilités » dans le projet de textes de 2008, affirmant que le paragraphe 24 de la Déclaration de Hong Kong, qui réclame l'équilibre entre l'agriculture et l'AMNA, n'est toujours pas respecté.

Pour ce qui est des négociations sectorielles, M. Wasescha a déclaré que la question n'est pas encore prête pour être portée au niveau multilatéral, ce qui laisse du temps et de la place pour que les pourparlers entre les États-Unis et les pays en développement émergents arrivent d'abord à maturité.

Il reste « amplement le temps » pour obtenir des résultats d'ici Pâques, a déclaré avec confiance M. Wasescha avant d'ajouter « si les gens sont disposés à les obtenir ». Le président projette de poursuivre ses consultations au milieu de mars.

Prochains événements

- Réunion du groupe des négociations sur l'agriculture, 14-18 février 2011
- Réunion des hauts fonctionnaires, semaines du 14 février 2011
- Semaine de l'AMNA, mi-mars 2011
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 31 mars 2011; juin, septembre et novembre 2011
- Textes sur le projet révisé de modalités, avril 2011
- Sommet du G-20 sur l'agriculture, 22 et 23 juin 2011 Paris
- Éventuelle mini-conférence ministérielle sur le PDD (modalités), juillet 2011 (à confirmer)
- Conférence ministérielle de l'OMC (CM8), du 15 au 17 décembre 2011

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter: www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

